

Acte de cautionnement

Je soussigné(e) **[Prénom et nom de la caution]**, né(e) le **[Date de naissance]** à **[Commune]**, résidant à l'adresse suivante : **[Adresse, code postal et commune de la caution]**, déclare me porter caution **[Simple/Solidaire]** de **[Prénom et nom du locataire]** pour les obligations résultant du bail qui lui a été consenti par le bailleur **[Nom du bailleur]**, demeurant **[Adresse, code postal et commune du bailleur]** pour la location du logement situé **[Adresse, code postal et commune du logement loué]**.

J'ai pris connaissance du montant du loyer de **[Montant du loyer en toutes lettres]**, soit **[Montant du loyer en chiffres]** par **[Mois/Trimestre/An]**. Il sera révisé annuellement tous les **[Date de révision]** selon la variation de l'indice de référence des loyers publié par l'INSEE au **[Trimestre de référence de l'IRL indiquée sur le bail]** **[Année]**.

Cet engagement vaut pour le paiement, en cas de défaillance du locataire, des loyers, des indemnités d'occupation, des charges, des réparations et des dégradations locatives, des impôts et taxes, des frais et dépens de procédure, des coûts des actes dus, dans la limite de **[Montant de l'engagement en toutes lettres]**, soit **[Montant de l'engagement en chiffres]**, en principal et accessoires.

Cet engagement est valable pour une durée **[Indéterminée/Déterminée]** (précisez la durée si elle est déterminée).

Je reconnais avoir pris connaissance de l'avant-dernier alinéa de l'article 22-1 de la loi du 6 juillet 1989, selon lequel :

« Lorsque le cautionnement d'obligations résultant d'un contrat de location conclu en application du présent titre ne comporte aucune indication de durée ou lorsque la durée du cautionnement est stipulée indéterminée, la caution peut le résilier unilatéralement. La résiliation prend effet au terme du contrat de location, qu'il s'agisse du contrat initial ou d'un contrat reconduit ou renouvelé au cours duquel le bailleur reçoit notification de la résiliation. »

Je reconnais également avoir pris connaissance de l'article 2297 du code civil, selon lequel :

« Si la caution est privée des bénéfices de discussion ou de division, elle reconnaît ne pouvoir exiger du créancier qu'il poursuive d'abord le débiteur ou qu'il divise ses poursuites entre les cautions. À défaut, elle conserve le droit de se prévaloir de ces bénéfices. »

[Commune], le xx / xx / 20xx

[Signez ici]

[Prénom et nom de la caution]